



N° 004/13

Commission de recours
de l'Université de Lausanne

ARRÊT

rendu par la

COMMISSION DE RECOURS
DE L'UNIVERSITE DE LAUSANNE

le 18 avril 2013

dans la cause

X. c/ la décision du 31 janvier 2013 de la Direction de l'Université (SII)

Présidence : Maître Marc-Olivier Buffat

Membres : Paul Avanzi , Maya Frühauf-Hovius, Alain Pécoud, Laurent Pfeiffer,

Julien Wicki

Greffier : Raphaël Marlétaz

Statuant à huis-clos en date du 18 avril 2013, la Commission de recours de l'Université de Lausanne:

- vu la décision du SII du 31 janvier 2013,
- vu le recours déposé par Mme X. (ci-après : la requérante) le 18 février 2013,
- vu l'interpellation de la CRUL,
- vu les déterminations de la Direction du 7 mars 2013,
- vu l'article 83 de la loi sur l'Université de Lausanne (LUL, RSV 414.11) selon lequel le recours doit être déposé dans les 10 jours à partir de la notification de la décision attaquée,

Considérant

- que le recours n'a pas été déposé dans le délai,
- que, s'agissant des moyens soulevés dans le recours, les motifs sont insuffisamment circonstanciés. Cette question peut toutefois être laissée ouverte, le dossier ne contenant par ailleurs pas assez d'éléments pour se déterminer et le recours devant être de toute façon rejeté pour les motifs de tardivité ci-dessus.
- que la Commission de recours ne peut ainsi pas entrer en matière sur le recours (83 LUL).

Par ces motifs,

Statuant à huis-clos, la Commission décide :

- I. Le recours est irrecevable ;
- II. Met les frais par CHF 300.- (trois cent francs) à charge de X.; ils sont compensés par l'avance faite ;
- III. Toutes autres et plus amples conclusions sont rejetées.

Le président :

Le greffier :

Marc-Olivier Buffat

Raphaël Marlétaz

Du

L'arrêt qui précède prend date de ce jour. Des copies en sont notifiées à la Direction de l'UNIL et au recourant par l'intermédiaire de son conseil.

Un éventuel recours contre cette décision doit s'exercer par acte motivé, adressé dans les trente jours dès réception, à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, avenue Eugène Rambert 15, 1014 Lausanne. Il doit être accompagné de la présente décision avec son enveloppe.

Copie certifiée conforme,

Le greffier :